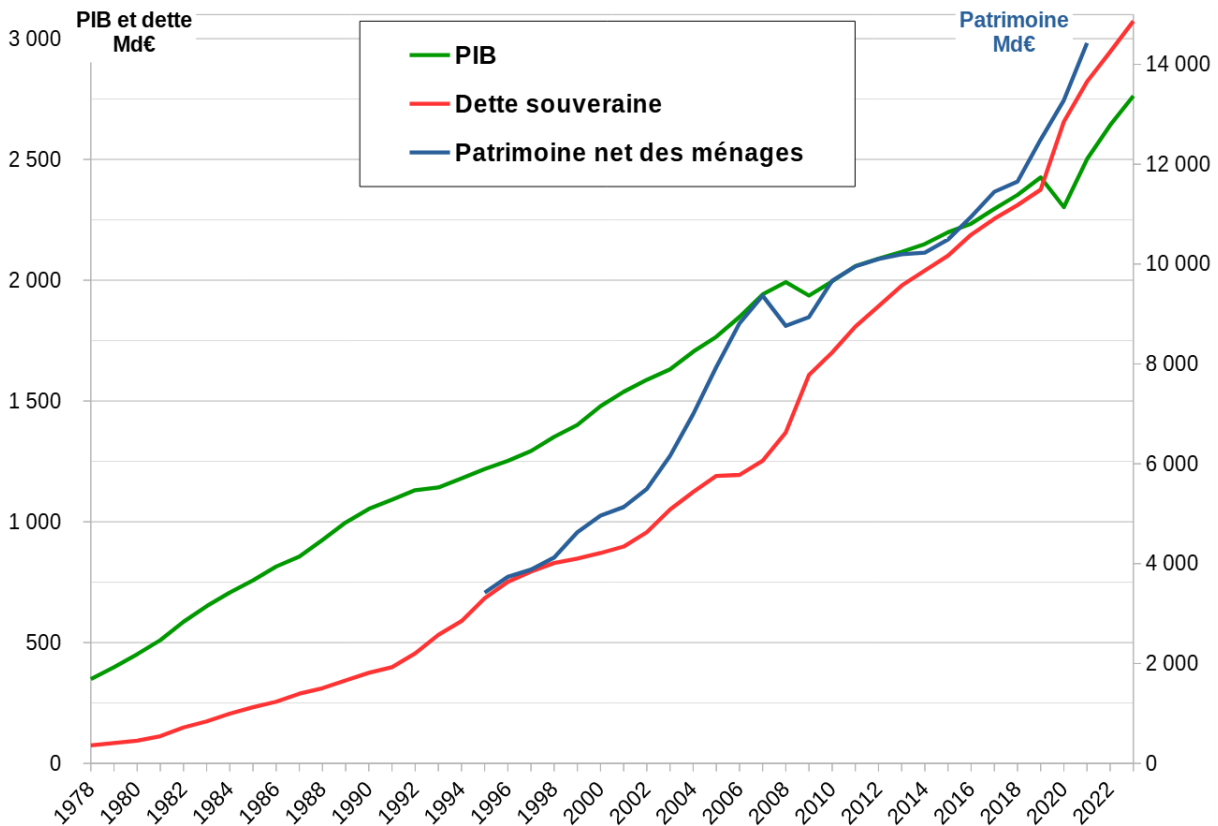


## PIB, dette, balance extérieure, patrimoine

Sur tous les sujets, minima sociaux, enfants, logement, handicapés, retraites, santé, écologie..., il y a des besoins non satisfaits qui justifieraient un effort financier. Qu'est-ce qui est financièrement possible ? Quelle est la taille du gâteau à partager ? C'est ce que nous allons regarder en commençant cette seconde partie.

Voici un graphique qui montre l'étendue du désastre.



Graphique 17 (mars 2023)

Sources pour le patrimoine : INSEE tableaux t\_8200.xls  
Les données 2022 et 2023 sont prévisionnelles (PLF 2023)

Premier constat : le PIB (en euros courants) ne croît pas exponentiellement, mais linéairement à raison de 50 Md€ par an. Autrement dit, et même si cette remarque est à pondérer par l'inflation qui a été forte jusqu'en 1985 et reprend en 2022, le taux de croissance ne cesse pas de diminuer. Les discours sur « la croissance qui va nous sauver » – et notamment nous sauver de la dette – n'ont aucun fondement.

En 16 ans, entre 2007 et 2023, la croissance en euros courants du PIB est de 822 Md€, mais elle comprend 582 € d'inflation, et seulement 240 Md€ de croissance réelle, soit en moyenne 0,65 % par an. Comme la population augmente de 0,40 % par an, la croissance réelle par habitant n'a été que de 0,25 % par an.

Une fois payée la croissance des intérêts sur la dette, prévus en 2023 à 1,6 % du PIB soit 44 Md€, contre 35 Md€ en 2021, il ne reste rien : **la taille du gâteau PIB par habitant n'augmente pas**. Tout « cadeau » augmente l'endettement.

Depuis 1992, la dette augmente légèrement plus vite que le PIB... sauf accidents. Le ratio dette / PIB a bondi de 64,5 % en 2007 à 93,4 % en 2013. La crise des subprimes aurait donc coûté 600 Md€. On prévoit que le même ratio passe de 97,9 % en 2019 à 111,2 % en 2023, soit un coût minimal de 370 Md€ pour la crise COVID.

Qui a profité de ces quasi **1000 Md€ de dette supplémentaire résultant de ces deux crises** ? Il y a forcément des bénéficiaires, car qui dit dette dit créancier. L'État doit cet argent à quelqu'un. On pressent la réponse en ajoutant à la dette souveraine la création monétaire massive de la BCE. Tout cela n'a pas généré de croissance réelle, mais une hausse de la bourse<sup>70</sup> et du prix de l'immobilier.

Précisons le « qui » est bénéficiaire : Français ou étrangers ? [Selon l'INSEE](#), le solde de la balance commerciale est négatif depuis 2004. Son cumul entre 2007 et 2021 atteint -873 Md€. Le PLF 2023 prévoit un solde négatif de -173 Md€ en 2022 et autant en 2023 ! Nos créanciers (dette publique et privée) deviennent donc peu à peu des étrangers, et pire que des étrangers : la finance mondiale anonyme dont la seule motivation est le profit.

Nous étions des occidentaux privilégiés par rapport à des pays sous-développés. Nous voici citoyens du monde. C'est un constat, un fait, il est impossible de revenir en arrière. Notre niveau de vie est en train de rejoindre le niveau de vie moyen mondial.

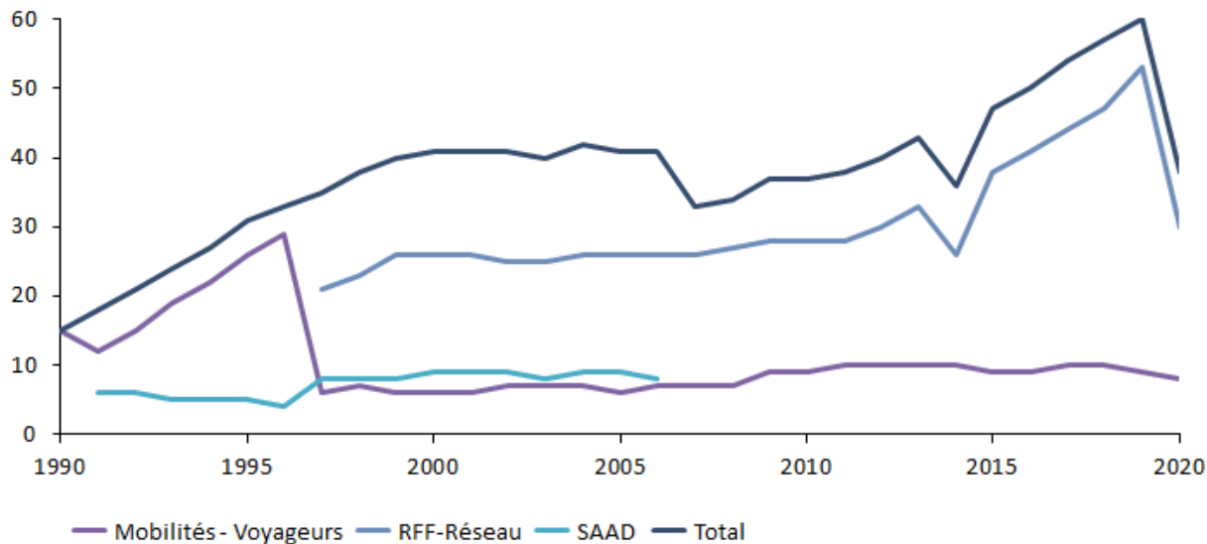
La finance mondiale décide en choisissant le moins-disant. Il faut être compétitif pour attirer des emplois. Les gesticulations politico-syndicales n'y feront rien : la politique sociale française va devenir une politique sociale mondiale. Il ne faut pas rêver au maintien des conditions actuelles de retraites. Bloquer la société par des grèves et manifestations a comme seule conséquence d'accélérer la croissance de l'endettement et notre dépendance des créanciers.

Pourquoi en sommes-nous là ? Les hommes politiques qui ont tenté d'alerter sur la dette n'ont pas eu de succès électoral. Notre système démocratique (démagogique) n'incite pas à regarder la réalité en face. Non seulement l'EDF<sup>71</sup>, la SNCF et l'UNEDIC, ont vécu une longue descente aux enfers sans que des mesures correctrices suffisantes soient prises, mais certaines années, on a caché une partie de la dette pour faire semblant de respecter les règles européennes (pas plus de 3 % de déficit...).

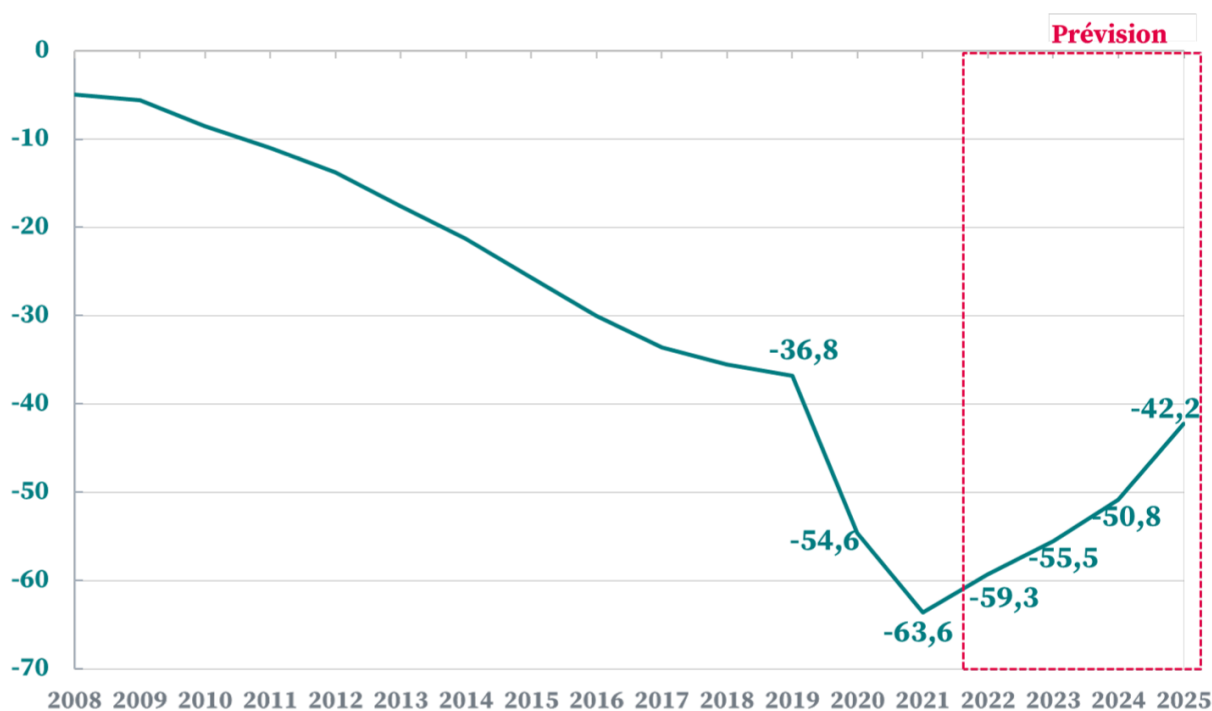
---

<sup>70</sup> Les indices boursiers ont considérablement augmenté entre mars 2020 et janvier 2022, sous l'effet des injections monétaires massives décidées pour faire face à la crise COVID.

<sup>71</sup> La dette nette du groupe est passée de 43 Md€ en 2021 à 64,5 Md€ en 2022.



Graphique 18, endettement de la SNCF (M€).  
L'État a pris l'engagement de reprendre 35 Md€ de la dette, d'où la baisse.  
Source : [rapport du Sénat](#)



Graphique 19, endettement du régime d'assurance chômage (M€).  
Source : Unédic, prévisions de février 2023.

Deux axes de progrès sont possibles :

1. Pour les actifs, viser l'exportation, et donc la compétitivité.
2. Pour les autres, apprendre le partage et la sobriété, inventer d'autres voies que la consommation pour être heureux.

Ces deux axes sont complémentaires. Les actifs financeront un minimum vital pour les autres. Ce minimum vital sera de plus en plus contraint par les choix des autres pays, concurrence oblige.

Dans les deux cas, pour être compétitif ou pour vivre sobrement, **la chasse au gaspi est ouverte**. Autrement dit, la situation présente peut avoir des conséquences écologiques positives. La bureaucratie fait partie du gibier.<sup>72</sup>

La situation financière de l'État est catastrophique : les recettes fiscales 2023 sont prévues à 314 Md€ (10 fois moins que la dette), et les dépenses à 500 Md€ ! Ce n'est bien sûr pas du côté de la sécurité sociale (santé, retraite, chômage...) qu'il faut regarder pour combler ce déficit. Espérer la croissance, c'est faire l'autruche.

Pourquoi les marchés financiers continuent-ils à prêter à la France à des taux encore bas ?

C'est par la dette que les créanciers pillent le patrimoine public et privé de la France. Faute de moyens financiers – ou faute de courage pour lever l'impôt - l'État brade ses actifs en privatisant (autoroutes, EDF, complémentaires santé...), en adoptant des solutions onéreuses du type partenariat public-privé... Au bout du compte, les services rendus coûtent beaucoup plus cher au citoyen. Pour le plus grand profit de certains.

Voici un extrait des comptes de patrimoine 2021 de l'INSEE [[t\\_8200\\_2021.xls](#)] :

Tableau 2

(Milliards d'euros)	Ménages	Sociét. non financières	Sociétés financières	Administ. publiques	Sans but lucratif	TOTAL national
<b>Actifs non financiers</b>	<b>9 840</b>	<b>6 093</b>	<b>396</b>	<b>2 548</b>	<b>93</b>	<b>18 971</b>
dont produits (logements...)	4 598	3 249	177	1 366	41	9 432
dont non produits (terrains...)	5 242	2 844	219	1 182	52	9 539
<b>Actifs financiers</b>	<b>6 486</b>	<b>12 815</b>	<b>19 422</b>	<b>1 680</b>	<b>111</b>	<b>36 879</b>
<b>Ensemble des actifs</b>	<b>16 326</b>	<b>18 909</b>	<b>19 818</b>	<b>4 228</b>	<b>204</b>	<b>59 485</b>
<b>Passifs financiers</b>	<b>1 899</b>	<b>15 613</b>	<b>19 182</b>	<b>3 854</b>	<b>31</b>	<b>40 579</b>
<b>Patrimoine financier net</b>	<b>4 587</b>	<b>-2 798</b>	<b>240</b>	<b>-2 174</b>	<b>80</b>	<b>-3 700</b>
<b>Patrimoine (ou valeur nette)</b>	<b>14 427</b>	<b>3 295</b>	<b>636</b>	<b>375</b>	<b>173</b>	<b>18 906</b>

Le patrimoine net des administrations publiques (actif – passif) ne va pas tarder à devenir négatif.

Le patrimoine net des ménages était de 9367 Md€ fin 2007. Il est passé à 14 427 Md€ fin 2021. Sa croissance en 14 ans a été de 54 %, alors que la croissance du PIB sur la même période a été de 29 %.

<sup>72</sup> 5 millions de fonctionnaires représentent un budget annuel de 300 Md€, en comptant 60 000 € par an et par emploi en coûts complets. On peut penser que la bureaucratie inutile coûte 20 % de ce montant, soit 60 Md€, et autant en conséquences négatives (temps perdu...) dans les entreprises et pour les administrés. On arrive à un équivalent de 2 millions d'emplois à temps plein à redéployer vers des activités intelligentes. La seule existence de complémentaires santé représente 100 000 emplois à supprimer.

Si la croissance du patrimoine net des ménages avait été celle du PIB, ce patrimoine aurait été de 12 067 Md€ fin 2021, soit 2360 Md€ de moins. On aurait obtenu ce résultat avec un impôt sur le patrimoine rapportant 170 Md€ par an. La dette souveraine aurait été ramenée de 2822 Md€ fin 2021 à moins de 500 Md€. Mais les impôts sur le patrimoine, ISF, IFI et droits de succession, n'ont jamais dépassé 20 Md€...

L'évolution du PIB est relativement régulière, aux accidents ponctuels près de 2009 et 2020, mais celle du patrimoine ne l'est pas. La croissance folle de 2002 à 2006 a été suivie d'un crash que les banques centrales et les États ont assumé, permettant aux boursiers de garder la plus grande part de leurs gains. Une nouvelle croissance folle a commencé en 2018. Le COVID a secoué les bourses en février-mars 2020, mais celles-ci ont vite tiré parti du « quoi qu'il en coûte ». Une nouvelle fois, le malheur des uns a fait le bonheur du monde de la finance. Un bonheur tellement vertigineux au vu de niveau des bourses début 2023 qu'un prochain accident semble imminent.

En résumé, un quadruple effort est vital :

- Réduire de 170 Md€ par an le déficit courant de l'État pour arriver à un budget en équilibre : moins de dépenses, plus de recettes.
- Augmenter de 170 Md€ par an les impôts sur le patrimoine pour résorber peu à peu la dette souveraine passée.
- Améliorer de 170 Md€ par an notre balance du commerce extérieur : moins d'importations, plus d'exportations.
- Faire face au vieillissement de la population (retraites<sup>73</sup>, santé) sans augmenter le déficit.

---

<sup>73</sup> Le maintien des règles actuelles en matière de retraites se traduirait d'ici une dizaine d'années par 100 Md€ de dépenses annuelles supplémentaires.